

Contribution d'Eau & Rivières de Bretagne à la consultation du public sur le projet de Schéma Régional des Carrières (Bretagne)

Eau & Rivières de Bretagne est une association régionale agréée dont l'objet est la protection de la nature, l'éducation à l'environnement, la défense des usagers et des consommateurs d'eau.

Elle siège au COPIL et a participé aux groupes de travail depuis le lancement de la procédure de rédaction du SRC. Dans ce contexte, elle a participé activement aux réunions et produit plusieurs notes à l'attention de la DREAL Bretagne.

De concert avec plusieurs autres associations bretonnes, elle s'est élevée en 2013 contre la décision de lancer les travaux sur le SRC alors même que le cadre législatif et réglementaire manquait (loi ALUR mars 2014, instruction ministérielle août 2017) ; elle déplorait le traitement particulier réservé aux granulats marins écartelés entre code minier et code de l'environnement (et ce avant même le lancement des travaux sur les documents stratégiques de façade, DOGGM etc., toujours pas aboutis) ; elle plaidait pour le maintien du cadre départemental garant d'une vision opérationnelle territorialisée des enjeux. Force est de constater que les points d'alerte de 2013 restent d'actualité en 2019.

Le lancement prématuré de la démarche a mis en évidence le manque de données récentes sur les tendances démographiques, les besoins futurs, la production. L'ajout en mars 2019 de l'Annexe 3-4 « Actualisation des indicateurs économiques (2015) » a permis de mettre à disposition les chiffres de 2015 qui ont cruellement manqué pendant tout le processus d'élaboration du document, le dernier COPIL ayant eu lieu en janvier 2019. Autre effet pervers, l'intégration rétroactive et laborieuse des objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour une croissance verte. Le lancement annoncé pour 2020 d'une étude sur le recyclage des déchets du BTP est à cet égard assez symptomatique de cette inversion méthodologique qu'Eau & Rivières de Bretagne déplore depuis le début. Or, le Schéma Régional des Carrières a vocation à s'appliquer pendant 12 ans, donc jusqu'en 2032.

La préservation de l'accès à la ressource minérale est identifiée par le SRC comme LA priorité, et apparaît donc comme Enjeu n°1, avec un focus sur le volet économique (emplois, chiffre d'affaires, etc.). Le fait que cette approche soit envisagée « de manière durable » ne change rien au fait qu'il s'agit de l'extraction année après année d'environ 25 millions de tonnes de matériaux non renouvelables, avec des impacts lourds sur l'environnement. Outre le bilan catastrophique concernant le recyclage et l'utilisation de matériaux de substitution, nous n'avons trouvé qu'une mention du terme « sobriété » dans les 400 pages du Rapport, ce qui interroge sur la portée du terme « durable » dans ce contexte.

Nous déplorons le fait que la protection de l'environnement n'ait pas été intégrée comme un principe structurant, ouvrant la voie à une réflexion sur l'impérative nécessité de réduire les extractions de matière primaire non renouvelable et de promouvoir une sobriété sociétale. Il y a là un chantier énorme créateur d'emplois.

Nous souhaitons souligner la participation très active de très nombreux représentants de l'industrie extractive (syndicats, groupes industriels) tout au long de l'élaboration du Schéma, et le biais qui en a résulté dans les débats, la société civile, les associations, se trouvant dans l'incapacité matérielle de dégager du « temps bénévole » dans des proportions identiques. Cette situation a

entraîné, entre autres, l'abandon des travaux sur la territorialisation avec de lourdes conséquences sur le document final.

Eau & Rivières de Bretagne a également été associée aux travaux d'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets qui partage avec la SRC la problématique de la prévention et de la gestion des déchets du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Dans ce domaine aussi, malgré, nos interventions répétées, au lieu d'aboutir à une vigilance renforcée, nous avons pu constater un manque criant d'ambition et de coordination entre les deux pilotes (Préfecture de Région / Collectivité Région), conduisant à l'émergence d'une problématique orpheline alors même que la gestion des déchets essentiellement inertes conditionne le développement d'une filière du recyclage.

Les paragraphes suivants traitent de manière non exhaustive des principales faiblesses du document mis en consultation :

Concernant les besoins

Nous avons à plusieurs reprises et dès le début des travaux exprimé nos questionnements sur la spécificité bretonne de la consommation de granulats par habitants : 7,2 t/hab. en Bretagne (en 2012, 7,0 t/hab. En 2015) par opposition à 5,7 t/hab. (en 2012, 4,7 t/hab. en 2015) en France. Nous estimons en effet que ce chiffre traduit plusieurs des dérives régionales :

- le fort niveau d'artificialisation du territoire (infrastructures routières, lotissements, zones commerciales, etc.),
- le très faible score des matériaux recyclés (pour le granulat de roches massives qui représente la quasi-totalité de la production bretonne, 2 % de la production régionale en 2012 chutant à 1 % en 2015 contre 7 % au national en 2012, 8 % en 2015),
- l'« évaporation » de quantités importantes de déchets inertes du BTP (bétons, briques, tuiles et céramiques, enrobés, verres, non pollués, triés ou en mélange) qui devraient être recyclés mais sont utilisés en remblaiement de carrières considéré de manière aberrante par l'UE comme une valorisation, alors qu'il s'agit de déchets non ultimes et donc recyclables,
- l'intégration « dure » dans les scénarii des prévisions de croissance démographique de l'INSEE sans pondération par la capacité des territoires à accueillir de nouveaux habitants et les infrastructures qui vont avec.

couplées aux réticences nationales à développer une fiscalité environnementale digne de ce nom : dans ses recommandations en la matière, la Commission européenne identifiait en 2014 un fort potentiel en France et, concernant l'utilisation des ressources, préconisait de faire évoluer la taxe sur l'extraction de granulats de 0,20 € / t à 2,40 € / t en 2016. Les vertus d'un pareil dispositif en termes de développement de l'économie circulaire et de réduction de la consommation de ressources primaires non renouvelables sont décrites dans la synthèse du CGDD publiée en novembre 2017 ¹, qui illustre le mécanisme par l'exemple de la Grande-Bretagne où la fiscalité sur le granulat est 12 fois supérieure à la nôtre.

Au final, faute d'une remise en cause réelle de la politique extractiviste des dernières décennies, le statut quo persiste, l'extraction prospère (+7 % entre 2012 et 2015) et le recyclage chute (-1 % entre 2012 et 2015) alors que l'enquête de l'Observatoire de la Commande Publique BTP (2016) identifie 437 grands projets de BTP d'un montant supérieur à 1 M€ HT d'ici 2021.

Le choix du scénario 2 « au fil de l'eau » pour les roches massives, le moins apte à garantir une gestion durable et économe de la ressource (économie circulaire), n'aidera certainement pas non plus à inverser la tendance définie dans les mesures 1 : « Évaluer les besoins en ressources minérales (toutes origines confondues) sur la base des projets d'aménagements » ou 15 : « Assurer le maintien et l'accès à la ressource (primaire ou secondaire issue du recyclage) et de son exploitation » (Orientations « stratégiques » 1.1 : Répondre aux besoins d'aménagements, 1.3 : Assurer l'accessibilité à la ressource (PLU, SCOT), 2.5 : Limiter les émissions de GES et viser

1 <https://www.ecologique-solaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9matique%20La%20fiscalit%C3%A9%20mat%C3%A9rielle.pdf>

l'efficacité énergétique, 4.3 : Concilier l'activité industrielle et son territoire) qui prennent le pas sur celles visant les matériaux secondaires (Mesures 19 et suite), la mesure 27 : « intégrer une exigence de priorité à l'utilisation des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage des déchets, en prenant en compte les conditions de l'environnement des ouvrages à réaliser » n'étant reprise que dans les orientations « sectorielles » 1.2 : Répondre aux besoins de l'agriculture, 2.1 : Gérer la pénurie de roches meubles terrestres, 2.2 : Assurer le plein emploi des matériaux de carrières, 2.3 : Développer l'utilisation des matériaux alternatifs issus du recyclage, 3.2 : Assurer la compatibilité du Schéma régional des carrières avec le SDAGE et les SAGE)

Eau & Rivières de Bretagne ne peut que déplorer qu'en l'absence d'une analyse des causes et des conséquences de cette spécificité de la région, le Schéma Régional des Carrières n'ait pas initié de réflexion vers un changement de paradigme et qu'il ne prévoie pas d'actions spécifiques et prescriptives visant à réduire ce différentiel et à promouvoir une politique régionale ambitieuse vers une sobriété en matériaux.

Les roches massives

Il résulte de l'approche ci-dessus une appréciation maximaliste traduite dans le scénario « au fil de l'eau » retenu pour les roches massives. De l'aveu même du SRC (p. 263), il privilégie l'initiative commerciale, les rachats, les demandes d'ouvertures, d'extension ou de prolongation motivées par des stratégies commerciales et financières au détriment d'une gestion économe de la ressource et du développement de la production de matériaux secondaires issus du recyclage. Il intègre sans l'interroger le différentiel de 50 % entre la capacité de production autorisée (43 M tonnes / an) et les volumes effectivement commercialisés (environ 25 M tonnes / an) qui constitue un formidable appel d'air pour toujours plus d'extraction primaire.

Les roches meubles

Le contexte est ici à l'exact opposé de celui des roches massives : la région possède peu de gisements terrestres et beaucoup sont épuisés ou le seront prochainement.

Pour ce qui est des sables marins, les impacts majeurs de leur extraction sur des milieux marins déjà fortement et durablement bousculés par le changement climatique imposent une stricte limitation de la consommation et une hiérarchisation des usages.

Face à cette situation très contrainte, la réponse du SRC est décevante : plutôt que de promouvoir la substitution par des matériaux issus du recyclage, il se fixe un objectif de recherche et de mobilisation de ressources régionales – donc primaires et non renouvelables – et se propose d'intégrer « une sous-mesure 6-3 incitant les exploitants de carrières de roches massives à étudier l'opportunité technique et économique de produire du sable concassé rentrant dans la composition des bétons ». Intention louable, certes, mais au vu de la tendance constatée en matière de recyclage et de matériaux de substitution, nous sommes enclins à douter de son efficacité en l'absence de tout caractère prescriptif.

La non hiérarchisation des scénarios conduit de facto à une territorialisation sauvage de l'approvisionnement en roches meubles marines ou terrestres, l'absence de cadrage par le SRC laissant une liberté d'initiative à la profession, avec les conséquences déjà évoquées sur les volumes visés, l'environnement, etc.

Concernant le recyclage et la mise en place d'une économie circulaire :

Le SRC est régi par les dispositions de la loi ALUR et de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui actent la nécessité pour notre société d'opérer une révolution intellectuelle et économique sur tous les plans, y compris et tout particulièrement celui des matières non renouvelables des mines et des carrières en dépassant « ... le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets » (article L. 110-1-1 du code de

l'environnement). Il s'agit donc d'une obligation non seulement légale, mais aussi morale et éthique qui s'impose à tous et doit se traduire dans les SRC entre autres pour initier une mutation des activités extractives tout comme de celles du bâtiment et des travaux publics. On peut d'ailleurs s'interroger sur la pertinence de l'intitulé « schéma régional des carrières » dans ce contexte législatif et sociétal et qui devrait logiquement évoluer vers « Schéma régional du recyclage et des carrières ».

Plusieurs EPCI consultées en 2018 ont rendu des avis qui soulignaient la nécessité d'augmenter la part du recyclage et du réemploi des matériaux de construction, rejoignant ainsi notre plaidoyer relatif aux dispositions en la matière de la loi relative à la transition énergétique pour une croissance verte, ce qui a conduit à une meilleure transcription dans le SRC. Reste que le choix du scénario 2 « au fil de l'eau » pour les roches massives, le moins apte à garantir une gestion durable et économe de la ressource (économie circulaire), est aussi le moins adapté pour mettre en œuvre une telle politique.

Eau & Rivières de Bretagne reste donc très insatisfaite du résultat et il ne faut manifestement pas attendre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets qu'il renverse la tendance. Les chiffres de 2012 – 2015 mettent en évidence une évolution négative du recyclage de granulats risquant de conduire à brève échéance à une quasi disparition de la filière, ce qui appelle de la part du SRC des dispositions musclées pour soutenir et développer le recyclage et le réemploi des déchets du BTP. A part les mesures 27 (simple prise en compte) et 27-3 (« Encourager ... ») il ne contient malheureusement aucune disposition prescriptive et les mesures relatives au recyclage apparaissent systématiquement après celles concernant la ressource primaire (ex. : mesures 2, 3, 6, 6-1, 15, etc.). Il appartient à la puissance publique, aux collectivités locales de créer les conditions favorables au développement de filières pérennes et rentables par des subventions, une fiscalité adaptée et des appels d'offres ciblant les ressources secondaires.

La pratique évoquée plus haut du remblaiement de carrières par la « valorisation » de quantités importantes de déchets inertes du BTP (bétons, briques, tuiles et céramiques, enrobés, verres, non pollués, triés ou en mélange) s'agissant de déchets non ultimes et donc recyclables est absolument perverse. De nos échanges répétés avec la DREAL sur ce sujet, il est ressorti que les volumes concernés au niveau de la région, le calendrier des remblaiements n'était pas connu, alors qu'il s'agit d'autant d'énormes aspirateurs à déchets inertes qui devraient alimenter la filière du recyclage. La mesure 7-4 permettra à terme d'améliorer la connaissance à ce sujet (bien qu'elle ne précise pas de calendrier) mais se limitera à un constat, quant à la mesure 22-1 (simple prise en compte), si elle récapitule les différents contextes réglementaires, elle entérine l'autorisation de « déchets inertes en remblaiement ... pour garantir la stabilité des terrains ou la remise en état de la carrière », ce qui est précisément le fond du problème.

La comparaison avec les chiffres du recyclage de granulats de roches massives au niveau national (7 % au national en 2012, 8 % en 2015) est éloquent à la fois pour la tendance et les volumes concernés. Ceci nous interroge sur la définition des seuils de basculement besoins / ressources et la réflexion stratégique du SRC : un taux de recyclage de 8 % rapporté à la production bretonne de granulats de roches massives (2015) générerait 1,72 M de tonnes de ressource secondaire, soit 1,48 M de tonnes de plus que dans la situation actuelle. Lorsqu'on met en regard de ces chiffres les objectifs fixés par la stratégie nationale pour la gestion durable des granulats marins et par la loi relative à la transition énergétique, force est de constater qu'en Bretagne, la marche sera vraiment très, très haute...

Pour Eau & Rivières de Bretagne, seule l'émergence de filières de recyclage performantes permettra l'épanouissement d'une économie circulaire conduisant à alléger la pression sur l'approvisionnement en matières primaires et donc sur les activités d'extraction et, par voie de conséquence, sur l'environnement. Le projet de SRC n'a pas su ou pu intégrer pleinement cette logique, situation que nous ne pouvons cautionner.

Concernant l'environnement :

Outre la primauté donnée à l'approvisionnement, le manque de prescriptivité générale (et en particulier sur la sobriété et le recyclage) du SRC évoqués plus haut, le renoncement à l'approche territorialisée a accentué le découplage entre la réflexion stratégique besoin / ressource et la nécessaire intégration de la protection de l'environnement.

L'extraction annuelle d'environ 25 millions de tonnes de matériau primaire non renouvelable induit des impacts majeurs sur l'environnement terrestre et marin et nécessite la mise en place de prescriptions pour sa protection. Ces prescriptions doivent être d'autant plus exhaustives et explicites que, dans la très grande majorité des cas, les carrières ont une très longue histoire et n'ont pas fait l'objet d'une étude d'impact et d'un état des lieux lors de leur ouverture. Nous n'avons donc qu'une connaissance réduite aux deux ou trois dernières décennies de leur impact sur l'environnement.

Eau & Rivières de Bretagne s'interroge d'autant plus sur la portée effective du volet environnemental du SRC que l'évaluation environnementale qui l'accompagne est très minimaliste et ne se démarque pas réellement du raisonnement qui sous-tend le schéma lui-même.

Nous notons bien l'introduction, suite à l'avis de l'Autorité environnementale, pour chaque orientation, d'une mesure chapeau « 0 » visant à « *Intégrer en préalable aux autorisations de carrières et études d'impacts les sensibilités environnementales proportionnellement à leurs degrés. Pour ce faire, tenir compte des objectifs corrélés à la sensibilité environnementale de certains espaces tels que détaillés en partie 02 du SRC.* ». Cependant, en l'absence d'une déclinaison territorialisée et thématique des sensibilités, on peut craindre une redondance avec les dispositions du code de l'environnement généralement transcrits très à minima dans les arrêtés d'autorisation.

Parmi nos points d'alerte :

Milieux aquatiques et zones humides

Nous nous félicitons de l'introduction systématique via la sous-mesure 29-5, avec rapport de compatibilité, de la référence à l'article D211-10 du code de l'environnement concernant les normes qualitatives de rejets de carrières dans les eaux conchyliques, salmonicoles ou cyprinicoles, et resterons vigilants quant à sa mise en œuvre.

Concernant les zones humides, dont la préservation généralement tributaire de celle de milieux environnants (relief, pédologie, hydrogéologie) est d'intérêt général et est visée par l'Orientations 8B du SDAGE Loire-Bretagne : « Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités » : mis à part des renvois à divers articles du code de l'environnement dans le contexte des seules « zones de sensibilité majeure ou forte » porteurs d'interdiction (rarement) ou de fortes restrictions d'exploitation, les zones humides « ordinaires », infrastructures naturelles déjà très endommagées mais qui constituent encore un des éléments majeurs du patrimoine naturel régional, ne sont visées que via la mesure 29-4 : ... préserver les zones humides et les têtes de bassin versant ..., en référence au SDAGE Loire-Bretagne sans plus de précision.

Il en résulte une contradiction avec le raisonnement développé pour les zones sensibles dans lesquelles « aucune création, aucun renouvellement ou extension d'une carrière ne devrait pas être envisagée, sans exclure des situations dérogatoires », ce qui induit mécaniquement que la création, le renouvellement ou l'extension sont autorisés ailleurs et y compris sur les zones humides et les têtes de bassins versants, la Sous-mesure 11-1 : « Appliquer un zonage des carrières et des secteurs protégés en raison de la richesse du sous-sol potentiellement exploitables (R151-34 du code de l'urbanisme) cohérent avec les règlements des milieux protégés au motif sanitaire (captages d'eau potable, cours d'eau) et environnemental (têtes de bassin versants, zones humides...) » constituant un renvoi implicite aux dispositions de portée variable des SAGE, ce qui est paradoxal s'agissant d'un schéma régional.

En l'absence de prescriptions concernant leur substitution, la pénurie régionale en roches meubles terrestre va nécessairement accroître la pression sur les lits majeurs des cours d'eau et les milieux humides qu'ils abritent. Notre constat est que, si le SRC cite les dispositions de l'Orientation 1F du SDAGE Loire-Bretagne (mesures 29-6, 39, rapport de prise en compte), il ne se risque pas à plus de prescriptivité territoriale pour les bassins de l'Oust ou de la Vilaine par exemple qui concentrent déjà de nombreuses carrières alors que le SDAGE demande explicitement que les schémas des carrières définissent ces zones. Il s'agit donc encore d'une sous-transcription.

Milieu marin

Eau & Rivières de Bretagne reste profondément préoccupée par les extractions de sable marin (siliceux ou coquillier), matériau éminemment non renouvelable sur lequel la pression ne peut qu'augmenter en raison de sa rareté et de l'augmentation de la demande. Or, leur exploitation est extrêmement impactante pour le biotope marin à l'instant T. Elle affecte également à long terme le littoral dont l'exposition aux événements climatiques et maritimes extrêmes induits par le changement climatique se trouve accrue par l'affaiblissement de ces infrastructures naturelles « tampons ».

Sur ce volet également, l'analyse du SRC est focalisée sur l'enjeu approvisionnement au détriment des considérations environnementales. Il n'intègre pas d'évaluation territorialisée de la sensibilité environnementale des secteurs d'extraction ou des impacts sur le littoral et ne contient pas de cartographie spécifique à ce volet (la seule carte à très grande échelle, en p. 196 ne représente pas les sites Natura 2000 marins).

Si le constat des difficultés à développer le recours à des matériaux de substitution aux sables est fait, le SRC n'ébauche pas de stratégie pour y remédier et se contente d'un mix de 4 scénarios non hiérarchisés sans définir d'objectifs précis pour les 12 ans à venir.

Espaces protégés - N2000

Dans ce domaine également, l'absence d'analyse territorialisée des besoins / ressources interdit toute analyse fine des impacts d'une activité extractive présente ou future dans un contexte donné et, de ce fait, la définition de mesures de restriction ou d'interdiction de création, extension, prolongation de carrières traduites en mesures spécifiques dans le cadre régional. Or, chaque espace protégé, chaque site Natura 2000 est désigné sur la base d'une palette de milieux et d'espèces spécifiques qui peuvent être diversement impactés, les impacts des carrières pouvant eux-mêmes varier considérablement.

Nous restons dubitatifs quant à l'efficacité de la mesure 0 dans la pratique, et suivrons avec intérêt sa mise en œuvre. Nous regrettons l'absence de mesures prescriptives et différenciées relatives aux autorisations éventuelles ainsi qu'à la portée des dérogations.

Concernant le changement climatique:

Eau & Rivières de Bretagne regrette que ses observations concernant la prise en compte par le SRC du changement climatique en lien avec l'activité extractive n'aient pas été intégrées.

En effet, à de rares exceptions près, les autorisations de carrières sont délivrées pour la période maximum de 30 ans, et les demandes de renouvellement sont fréquentes. Il convient donc d'envisager l'impact de ces sites sur l'environnement dans le long terme (un demi-siècle et plus).

D'autre part, le changement climatique est une réalité que nous devons intégrer, que nous aurions dû intégrer depuis plusieurs années, qui va s'aggraver, et à laquelle il importe de prendre des mesures d'adaptation sur le très long terme.

Enfin, le SRC a une « durée de vie » de 12 ans et comporte une dimension prospective.

Notre observation ne porte pas sur les conséquences de l'activité extractive sur le changement climatique, ni sur celles du changement climatique sur l'activité, mais sur les impacts pendant les décennies à venir de l'activité extractive sur un milieu naturel de moins en moins résilient du fait du changement climatique et de son évolution négative dans le temps, aspect évolutif qui est à peine (rarement) évoqué dans les études d'impact et n'est pas actuellement intégré dans les arrêtés d'autorisation. Les normes définies dans les arrêtés préfectoraux sont a priori linéaires sur la durée d'autorisation et n'évoluent qu'en cas de modification de l'installation ou de constat de leur inadéquation à la résilience du milieu naturel, généralement suite à pollution, donc trop tard.

Nous pensons, entre autres, à l'impact des excavations sur les circulations d'eau souterraine, susceptibles d'affecter le débit des cours d'eau, ou bien à celui des rejets aqueux dans le milieu naturel soumis à des pressions croissantes au fil des ans en termes de débit, de température, d'oxygénation, etc. pour la vie aquatique et de qualité pour les usages (AEP, agriculture, industrie, etc.) et qui ne sont pas anticipées dans les normes définies par les arrêtés d'autorisation.

Les recommandations et dispositions du SRC pour les dossiers de demandes ayant vocation influencer sur les arrêtés d'autorisation, nous demandons par conséquent que les mesures du SRC intègrent explicitement la nécessité d'anticiper l'aggravation du changement climatique et ses effets prévisibles dans la définition des normes de rejet.

Conclusion

Eau & Rivières de Bretagne regrette l'approche passive adoptée pour l'élaboration du SRC et son manque de prescriptivité puisqu'il tend paradoxalement à reporter sur les autorisations d'exploitation le soin de définir les prescriptions alors même qu'il s'agit d'un document dont « Les recommandations et dispositions ... pour les dossiers de demandes auront ... des répercussions sur les arrêtés d'autorisation » (Partie 4, 01, p. 7). Dans le meilleur des cas, les prescriptions relatives à un arrêté d'autorisation ne pourront traiter que de l'exploitation du site donné, mais ne pourront traiter, par exemple, du nécessaire développement du recyclage.

Nombre de décisions stratégiques sont par ailleurs reportées à l'échéance de l'évaluation à mi-parcours ou suspendues dans l'attente d'une étude à lancer. Au final, après un lancement prématuré et 6 ans de travaux, on aurait donc en 2020 en Bretagne un SRC « light », et il faudra attendre 2026 ou même 2032 pour le voir – peut-être – prendre un caractère réellement prescriptif. En l'absence de prise en compte effective des enjeux spécifiques au territoire régional, on peut certes s'interroger sur la plus-value d'un schéma régional qui ne ferait que reprendre la réglementation nationale.

Au-delà du SRC, le fond du problème tient à la réglementation nationale qui, outre l'entreprise de détricotage actuelle, subordonne systématiquement la préservation de l'environnement à des critères de faisabilité et de développement économiques. Ce sont des décennies de cette politique, dont la France n'a certes pas l'exclusivité, qui ont conduit au mitage environnemental généralisé et à l'effondrement de tous les compartiments de la biodiversité que nous constatons aujourd'hui.

Eau & Rivières de Bretagne prend acte des modifications apportées au projet de Schéma Régional des Carrières en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale. Néanmoins, elle considère que le SRC n'apporte pas de réponse satisfaisante à plusieurs enjeux majeurs et elle demande que ses observations ci-dessus sur :

- 🌐 **l'évaluation des besoins,**
- 🌐 **le recyclage et la mise en place d'une économie circulaire,**
- 🌐 **l'environnement et**
- 🌐 **le changement climatique**

soient intégrés dans la rédaction finale, faute de quoi elle émettrait un avis défavorable sur ce projet, l'objectif étant que la Région Bretagne puisse s'appuyer sur un Schéma Régional des Carrières novateur, ambitieux et prescriptif afin de développer sa résilience et engager son adaptation aux enjeux du changement climatique.

Siège Social

2 rue de Crec'h Uguen 22810 Belle-Isle-en-Terre

Tél. : 02.96.43.08.39

www.eau-et-rivieres.org

ASSOCIATION RÉGIONALE AGRÉÉE DE PROTECTION DE LA NATURE, DE DÉFENSE DES CONSOMMATEURS ET D'ÉDUCATION POPULAIRE
MEMBRE DE LA FÉDÉRATION BRETAGNE NATURE ENVIRONNEMENT

